



**NEW BRUNSWICK
REGULATION 83-77**

under the

**FAMILY SERVICES ACT
(O.C. 83-412)**

Filed May 25, 1983

Under section 143 of the *Family Services Act* the Lieutenant-Governor in Council makes the following Regulation:

90-42

1 This Regulation may be cited as the *Community Placement Residential Facilities Regulation - Family Services Act*.

90-42

2 In this Regulation

“Act” means the *Family Services Act*; (*Loi*)

“agency” means any government department or agency or any other agency or person whether within or outside the Province which provides social services in accordance with a contract entered into with the Minister under section 19 of the Act; (*organisme*)

“approval” means an approval for the purposes of section 26 of the Act; (*agrément*)

“care services” means services that are developmental, rehabilitative, protective, supervisory or therapeutic in nature and which assist a resident to function more effectively as an individual or as a member of a community; (*services de soins*)

**RÈGLEMENT DU
NOUVEAU-BRUNSWICK 83-77**

pris en vertu de la

**LOI SUR LES SERVICES À LA FAMILLE
(D.C. 83-412)**

Déposé le 25 mai 1983

En vertu de l'article 143 de la *Loi sur les services à la famille*, le lieutenant-gouverneur en conseil établit le règlement suivant :

90-42

1 Le présent règlement peut être cité sous le titre : *Règlement relatif aux installations de placement communautaire de type résidentiel - Loi sur les services à la famille*.

90-42

2 Dans le présent règlement

« agrément » désigne un agrément pour les fins de l'article 26 de la Loi; (*approval*)

« établissement de type résidentiel » désigne une installation de placement communautaire que le ministre désigne en tant que centre de placement communautaire en vertu de l'article 24 de la Loi et qui dispense des services de soins à dix pensionnaires ou plus; (*residence*)

« foyer » désigne une installation de placement communautaire dispensant des services de soins à moins de trois pensionnaires, là où un pensionnaire ou plus reçoit une prestation pour soins spéciaux en vertu de l'article 19 du *Règlement général - Loi sur le bien-être social*; (*home*)

« installation de placement communautaire de type résidentiel » désigne un foyer, une résidence et un établis-

“community placement residential facility” means a home, residence and residential centre; (*installation de placement communautaire de type résidentiel*)

“home” means a community placement facility providing care services to fewer than three residents and in which one or more of the residents are receiving special care assistance in accordance with section 19 of the *General Regulation - Social Welfare Act*; (*foyer*)

“notifiable disease” means a notifiable disease as defined in the *Public Health Act*; (*maladie à déclaration obligatoire*)

“primary staff member” means

- (a) an operator, or
- (b) a person employed in a community placement residential facility

who spends seventy-five per cent or more of the time at a community placement residential facility providing for the direct care of residents; (*membre du personnel d'encadrement*)

“residence” means a community placement facility that is designated by the Minister to be a community placement resource under section 24 of the Act and provides care services to three or more residents but fewer than ten residents; (*établissement de type résidentiel*)

“resident” means an adult requiring social services who resides in a community placement residential facility; (*pensionnaire*)

“residential centre” means a community placement facility that is designated by the Minister to be a community placement resource under section 24 of the Act and provides care services to ten or more residents; (*résidence*)

“staff member” means a person who is employed to work in a community placement residential facility and includes an operator who is a primary staff member and a volunteer; (*membre du personnel*)

“transition house” means a community placement residential facility that is designated by the Minister to be a community placement resource under section 24 of the Act and provides accommodations for thirty days or less

sement de type résidentiel; (*community placement residential facility*)

« Loi » désigne la « Loi sur les services à la famille »; (*Act*)

« maison de transition » désigne une installation de placement communautaire de type résidentiel que le ministre désigne en tant que centre de placement communautaire en vertu de l'article 24 de la Loi et qui fournit le logement pendant au plus trente jours et des services de soutien aux femmes et aux enfants victimes d'abus; (*transition house*)

« maladie à déclaration obligatoire » s'entend selon la définition que donne de ce terme la *Loi sur la santé publique*; (*notifiable disease*)

« membre du personnel » désigne une personne engagée pour travailler dans une installation de placement communautaire de type résidentiel, et notamment un responsable membre du personnel d'encadrement, et un bénévole; (*staff member*)

« membre du personnel d'encadrement » désigne

- a) un responsable, ou
- b) une personne à l'emploi d'une installation de placement communautaire de type résidentiel

qui consacre soixante-quinze pour cent ou plus de son temps, à l'installation de placement communautaire de type résidentiel, à dispenser des soins directs aux pensionnaires; (*primary staff member*)

« organisme » désigne un ministère ou un organisme du gouvernement, un autre organisme ou une personne, à l'intérieur ou en dehors de la province, qui dispense des services sociaux à la suite d'un contrat conclu avec le ministre en vertu de l'article 19 de la Loi; (*agency*)

« pensionnaire » désigne un adulte nécessitant des services sociaux qui réside dans une installation de placement communautaire de type résidentiel; (*resident*)

« résidence » désigne une installation de placement communautaire que le ministre désigne en tant que centre de placement communautaire en vertu de l'article 24 de la Loi et qui dispense des services de soins à trois pensionnaires ou plus mais à moins de dix pensionnaires; (*residential centre*)

and support services to abused women and their children. (*maison de transition*)

90-42; 90-117; 91-137; 2016, c.37, s.68; 2019, c.2, s.56; 2021-66

3 This Regulation does not apply to a home if all the residents are members of the immediate family or children of the operator of the home.

3.1(1) The fee for an approval or renewal of an approval is

- (a) for a residence, forty-five dollars,
- (b) for a residential centre, sixty-five dollars,
- (c) for a home, twenty-five dollars.

3.1(2) Notwithstanding subsection (1), there shall be no fee payable for the first renewal of an approval for a residence or residential centre after the residence or residential centre has been issued an approval under subsection 4(8).

92-139

4(1) A person who intends to operate a residence or residential centre may apply for an approval of the residence or residential centre, or an operator of an approved residence or residential centre may apply for the renewal of an approval by filing with the Minister an application on the form provided by the Minister.

4(2) Subject to subsection (3), the Minister shall issue an approval or renew the approval of a residence or residential centre where

- (a) an application has been received by the Minister;
- (a.1) the appropriate fee under section 3.1 has been paid;
- (b) the public health inspector for the health region in which the residence or residential centre is located or any public health inspector appointed under the *Public Health Act* has given a written statement of compliance stating that the sanitation, lighting, venti-

« services de soins » désigne les services qui participent, en soi, à la formation, réadaptation, protection, surveillance ou thérapie et qui contribue au meilleur fonctionnement d'un pensionnaire à titre d'individu ou de membre de la communauté. (*care services*)

90-42; 90-117; 91-137; 2016, ch. 37, art. 68; 2019, ch. 2, art. 56; 2021-66

3 Le présent règlement ne s'applique pas à un foyer dont les pensionnaires appartiennent à la proche famille ou sont les enfants du responsable de ce foyer.

3.1(1) Le droit relatif à un agrément ou au renouvellement d'un agrément est

- a) pour une résidence, de quarante-cinq dollars,
- b) pour un établissement de type résidentiel, de soixante-cinq dollars,
- c) pour un foyer, de vingt-cinq dollars.

3.1(2) Par dérogation au paragraphe (1), le premier renouvellement de l'agrément d'une résidence ou d'un établissement de type résidentiel ayant reçu un agrément ou le renouvellement d'un agrément en vertu du paragraphe 4(8) n'est assorti du paiement d'aucun droit.

92-139

4(1) La personne qui se propose d'assurer le fonctionnement d'une résidence ou d'un établissement de type résidentiel peut en demander l'agrément, ou le responsable d'une résidence ou d'un établissement de type résidentiel agréé peut demander le renouvellement de l'agrément, en déposant auprès du ministre une demande à cet effet au moyen de la formule fournie par ce dernier.

4(2) Sous réserve du paragraphe (3), le ministre doit agréer une résidence ou un établissement de type résidentiel, ou en renouveler l'agrément

- a) lorsqu'il a reçu une demande à cet effet;
- a.1) lorsque le droit approprié visé à l'article 3.1 a été payé;
- b) lorsque l'inspecteur de la santé publique de la région sanitaire où est situé la résidence ou l'établissement de type résidentiel ou tout inspecteur de la santé publique qui est nommé en vertu de la *Loi sur la santé publique* a fourni une attestation écrite de conformité

lation and other general health standards in the residence or residential centre meet the standards established by the Minister of Health under the *Public Health Act*;

(c) the fire marshal, deputy fire marshal, a fire prevention officer, a special assistant or a local assistant appointed under the *Fire Prevention Act* has given a written statement of compliance stating that the residence or residential centre meets fire prevention standards and building standards

- (i) approved by the fire marshal, or
- (ii) prescribed by or incorporated by reference into regulations under the *Fire Prevention Act*;

(d) the Minister is satisfied that the residence or residential facility complies with the standards and criteria prescribed by this Regulation and any standards and criteria prescribed by the Minister;

(e) upon the Minister's request, the applicant demonstrates to the satisfaction of the Minister that the residence or residential facility will meet the needs of the community;

(f) the Minister is satisfied that the operator of the residence or residential facility

- (i) will operate the residence or residential facility in a manner that will maintain the spirit, dignity and individuality of the residents;
- (ii) will be willing to participate in training programs or workshops that are determined by the Minister to be advantageous;
- (iii) will provide an atmosphere that is non-restrictive and homelike;
- (iv) is aware of local community services and will encourage residents to engage in meaningful social, physical and leisure time activities according to the residents' interests and abilities;
- (v) will maintain a working relationship with the professionals who are providing consultation and

indiquant que les normes d'hygiène, d'éclairage, d'aération et autres normes générales de santé observées dans la résidence ou dans l'établissement de type résidentiel répondent aux normes que le ministre de la Santé établit en vertu de la *Loi sur la santé publique*;

c) lorsque le prévôt des incendies, son adjoint, un agent de la prévention des incendies, un assistant extraordinaire ou un assistant local nommé en vertu de la *Loi sur la prévention des incendies* a délivré une attestation de conformité indiquant que la résidence ou l'établissement de type résidentiel répond aux normes de prévention des incendies et de construction

- (i) approuvées par le prévôt des incendies, ou
- (ii) prescrites ou incorporées par voie de renvoi dans des règlements établis en vertu de la *Loi sur la prévention des incendies*;

d) lorsque le ministre est convaincu que la résidence ou l'établissement de type résidentiel satisfait aux normes et critères prescrits par le présent règlement et à ceux prescrits par le ministre;

e) lorsque le requérant, si le ministre le lui demande, lui démontre que la résidence ou l'établissement de type résidentiel répondra aux besoins de la communauté;

f) lorsque le ministre est convaincu que le responsable de la résidence ou de l'établissement de type résidentiel

- (i) assurera son fonctionnement de façon à assurer l'état d'esprit, la dignité et l'individualité des pensionnaires;
- (ii) voudra participer aux programmes ou ateliers de formation que le ministre juge avantageux;
- (iii) créera un climat qui est familial et ouvert;
- (iv) connaît les services communautaires locaux et intéressera les pensionnaires à suivre des activités sociales, physiques et récréatives utiles, selon leurs goûts et aptitudes;
- (v) maintiendra une relation de travail avec les spécialistes chargés de conseiller et d'aider le pensionnaire, et avec sa famille; et

assistance for a resident and with the family of the resident; and

(vi) meets any other criteria and standards which the Minister may prescribe respecting the qualifications of an operator; and

(g) the Minister is satisfied that the operator of a residence who is an individual is in good health.

4(3) The Minister shall not issue an approval or a renewal of an approval of a non-profit residential centre or a non-profit residence unless it is managed by a Board of Directors which consists of not less than seven members who are elected at an annual public meeting.

4(4) Repealed: 90-160

4(5) An approval and a renewal thereof shall indicate the maximum number of residents to be admitted to and to receive care services in a residence or a residential centre.

4(6) The Minister may determine the care services to be provided to any resident or any group of residents residing in a residence or residential centre by the operator of the residence or residential centre and the approval pertaining to a residence or residential centre shall indicate those services which have been determined by the Minister.

4(7) An approval expires on the date of expiry stated therein, unless sooner revoked.

4(8) Notwithstanding subsection (2), the Minister may issue an approval or renewal thereof for a residence or residential centre to be valid for a period of time, not to exceed six months, where

(a) the Minister considers that the residence or residential centre is necessary,

(b) the appropriate fee under section 3.1 has been paid, and

(vi) satisfait aux autres normes et critères que le ministre peut prescrire concernant les qualités d'un responsable; et

(g) lorsque le ministre est convaincu que le responsable d'une résidence, s'il s'agit d'un particulier, est en bonne santé.

4(3) Le ministre ne peut accorder ou renouveler l'agrément d'un établissement de type résidentiel sans but lucratif ou d'une résidence sans but lucratif, que si un tel établissement ou une telle résidence est géré par un conseil d'administration composé d'au moins sept membres élus à une assemblée annuelle publique.

4(4) Abrogé : 90-160

4(5) L'agrément et le renouvellement de l'agrément d'une résidence ou d'un établissement de type résidentiel doivent indiquer le nombre maximal de pensionnaires pouvant y être accueillis et y recevoir des services de soins.

4(6) Le ministre peut déterminer les services de soins que le responsable d'une résidence ou d'un établissement de type résidentiel doit fournir aux pensionnaires ou groupes de pensionnaires y résidant; les services ainsi déterminés doivent être indiqués dans l'agrément.

4(7) Sauf révocation préalable, un agrément expire à la date qui y est précisée.

4(8) Nonobstant le paragraphe (2), le ministre peut accorder ou renouveler un agrément à une résidence ou un établissement de type résidentiel pour une période ne dépassant pas six mois

a) lorsqu'il estime que la résidence ou l'établissement de type résidentiel répond à un besoin,

b) lorsque le droit approprié visé à l'article 3.1 a été payé, et

(c) the Minister is satisfied that the requirements of subsection (2) shall be complied with within the provisional period of time.

90-160; 92-139; 2000, c.26, s.116; 2006, c.16, s.67; 2016, c.37, s.68; 2017, c.42, s.83; 2019, c.2, s.56; 2022-14

5 Repealed: 90-160

90-160

6(1) A person who intends to operate a home may apply for an approval of the home by filing with the Minister an application on the form provided by the Minister.

6(2) Where an application for the approval of a home has been received by the Minister, the Minister shall issue an approval of the home where the Minister is satisfied that

(a) a home meets any criteria and standards prescribed by the Minister;

(a.1) the appropriate fee under section 3.1 has been paid;

(b) the operator of the home

(i) has the personality, ability and temperament to operate the home in a manner that will maintain the spirit, dignity and individuality of the residents;

(ii) will be willing to participate in training programs or workshops that are determined by the Minister to be advantageous;

(iii) will provide an atmosphere that is non-restrictive and homelike;

(iv) is aware of local community services and will encourage residents to engage in meaningful social, physical and leisure time activities according to the residents' interests and abilities;

(v) will maintain a working relationship with the professionals who are providing consultation and assistance for a resident and with the family of the resident; and

c) lorsqu'il est convaincu que les exigences du paragraphe (2) seront observées avant la fin de la période provisoire.

90-160; 92-139; 2000, ch. 26, art. 116; 2006, ch. 16, art. 67; 2016, ch. 37, art. 68; 2017, ch. 42, art. 83; 2019, ch. 2, art. 56; 2022-14

5 Abrogé : 90-160

90-160

6(1) La personne qui se propose d'assurer le fonctionnement d'un foyer peut en demander l'agrément en déposant auprès du ministre une demande à cet effet au moyen de la formule fournie par ce dernier.

6(2) Lorsqu'il a reçu une demande d'agrément d'un foyer, le ministre doit en accorder l'agrément s'il est convaincu

a) que le foyer répond aux normes et critères qu'il a prescrit;

a.1) que le droit approprié visé à l'article 3.1 a été payé;

b) que le responsable du foyer

(i) possède la personnalité, le talent et caractère voulus pour faire fonctionner le foyer de façon à assurer l'état d'esprit, la dignité et l'individualité des pensionnaires;

(ii) voudra participer aux programmes ou ateliers de formation que le ministre juge avantageux;

(iii) créera un climat qui soit familial et ouvert;

(iv) connaît les services communautaires locaux et intéressera les pensionnaires à suivre des activités sociales, physiques et récréatives utiles, selon leurs goûts et aptitudes;

(v) maintiendra une relation de travail avec les spécialistes chargés de conseiller et d'aider le pensionnaire et avec sa famille; et

(vi) meets any other criteria and standards which the Minister may prescribe respecting the qualifications of an operator; and

(c) the operator who is an individual is in good medical health.

6(3) The Minister may determine the care services to be provided to a resident residing in a home by the operator of the home and the approval pertaining to a home shall indicate those services which have been determined by the Minister.

6(4) An approval expires on the date of expiry stated therein, unless sooner revoked.

6(5) An operator of a home may apply for a renewal of an approval of the home by submitting an application to the Minister on a form provided by the Minister.

6(6) A renewal of an approval is valid for one year or any portion of a year.

6(7) Before the Minister issues a renewal of an approval of a home, the home and the operator of the home shall meet the criteria and standards described in subsection (2).

6(8) Notwithstanding subsection (2), the Minister may issue an approval or renewal of an approval for a home to be valid for a period of time, not to exceed six months, where

(a) the Minister considers that the home is necessary, and

(b) the Minister is satisfied that the requirements of subsection (2) will be complied with within the provisional period of time.

91-120; 92-139; 93-93; 2016, c.37, s.68; 2019, c.2, s.56

7(1) Where an application for an approval or a renewal thereof has been refused, the Minister shall give written notice to the applicant within thirty days of the decision.

7(2) The notice referred to in subsection (1) shall

(a) contain a statement of the reasons for refusal of the approval or the renewal; and

(vi) satisfait aux autres normes et critères que le ministre peut prescrire quant aux qualités d'un responsable; et

c) que le responsable, s'il s'agit d'un particulier, est en bonne santé.

6(3) Le ministre peut déterminer les services de soins que le responsable d'un foyer doit fournir à un pensionnaire y résidant; les services ainsi déterminés doivent être indiqués dans l'agrément.

6(4) Sauf révocation préalable, un agrément expire à la date qui y est précisée.

6(5) Le responsable d'un foyer peut demander le renouvellement de l'agrément du foyer en soumettant au ministre une demande au moyen de la formule fournie par ce dernier.

6(6) Le renouvellement d'un agrément est valable pour une année ou partie d'une année.

6(7) Avant que le ministre accorde le renouvellement de l'agrément d'un foyer, le foyer et son responsable doivent répondre aux normes et critères indiqués au paragraphe (2).

6(8) Nonobstant le paragraphe (2), le ministre peut accorder ou renouveler un agrément à un foyer pour une période ne dépassant pas six mois lorsqu'il

a) estime que le foyer répond à un besoin, et

b) est convaincu que les exigences du paragraphe (2) seront observées avant la fin de la période provisoire.

91-120; 92-139; 93-93; 2016, ch. 37, art. 68; 2019, ch. 2, art. 56

7(1) Lorsqu'un agrément ou son renouvellement est refusé, le ministre doit en aviser par écrit le requérant dans les trente jours de la décision.

7(2) L'avis visé au paragraphe (1) doit

a) exposer les motifs pour lesquels l'agrément ou son renouvellement a été refusé; et

(b) inform the applicant of the right of review of the Minister's decision pursuant to section 15 of the Act.

2016, c.37, s.68; 2019, c.2, s.56

8 Where the Minister has ordered the operation of a community placement residential facility to be terminated in accordance with section 27 of the Act, the Minister shall revoke the approval or renewal issued under section 4 or 6 or deemed to have been issued under this Regulation.

2016, c.37, s.68; 2019, c.2, s.56; 2022-14

9 Where

(a) the operator of a community placement residential facility changes, or

(b) the operator of a community placement residential facility discontinues the operation of the community placement residential facility,

the approval of the community placement residential facility expires.

10 An operator of a community placement residential facility shall maintain financial records which the Minister may prescribe and shall submit such records to the Minister as the Minister may from time to time require.

2016, c.37, s.68; 2019, c.2, s.56

11 Except where expressly authorized by the Minister, a community placement residential facility shall provide no greater care than the care services indicated in the approval.

2016, c.37, s.68; 2019, c.2, s.56

12 The number of residents residing in a residence or a residential centre shall not exceed the number indicated on an approval.

13 An operator shall not change the allocation of the space used to provide care services within a residence or residential centre until the Minister has approved the change of the allocation of space.

2016, c.37, s.68; 2019, c.2, s.56

14 The Minister may at any reasonable time enter and inspect a community placement residential facility to en-

b) informer le requérant de son droit de faire réviser la décision du ministre conformément à l'article 15 de la Loi.

2016, ch. 37, art. 68; 2019, ch. 2, art. 56

8 Lorsque le ministre a ordonné de mettre fin, conformément à l'article 27 de la Loi, au fonctionnement d'une installation de placement communautaire de type résidentiel, il doit révoquer l'agrément donné ou renouvelé en vertu de l'article 4 ou 6 ou réputé être donné en vertu du présent règlement.

2016, ch. 37, art. 68; 2019, ch. 2, art. 56; 2022-14

9 Lorsque

a) le responsable d'une installation de placement communautaire de type résidentiel est remplacé, ou

b) le responsable d'une installation de placement communautaire de type résidentiel cesse d'en assurer le fonctionnement,

l'agrément de l'installation de placement communautaire de type résidentiel prend fin.

10 Le responsable d'une installation de placement communautaire de type résidentiel doit tenir les registres financiers que le ministre peut prescrire et lui soumettre les documents que celui-ci peut à l'occasion exiger.

2016, ch. 37, art. 68; 2019, ch. 2, art. 56

11 Sauf autorisation expresse du ministre, une installation de placement communautaire de type résidentiel ne peut dispenser plus de soins que ceux indiqués dans l'agrément.

2016, ch. 37, art. 68; 2019, ch. 2, art. 56

12 Le nombre de pensionnaires résidant dans une résidence ou un établissement de type résidentiel ne doit pas dépasser le nombre précisé dans l'agrément.

13 Le responsable ne peut modifier l'espace prévu pour les services de soins dans une résidence ou un établissement de type résidentiel avant que le changement ait été approuvé par le ministre.

2016, ch. 37, art. 68; 2019, ch. 2, art. 56

14 Le ministre peut pénétrer en tout temps raisonnable dans une installation de placement communautaire de type résidentiel et l'inspecter pour s'assurer que le pré-

sure compliance with this Regulation and any criteria and standards prescribed by the Minister.

2016, c.37, s.68; 2019, c.2, s.56

15 Sanitation, lighting, ventilation and other general health standards in a residence or a residential centre shall be maintained in accordance with

(a) the standards established by the Minister of Health under the *Public Health Act*, and

(b) any criteria and standards prescribed by the Minister or by this Regulation.

2000, c.26, s.116; 2006, c.16, s.67; 2016, c.37, s.68; 2017, c.42, s.83; 2019, c.2, s.56

16 Fire safety and building standards of a residence or residential centre shall be maintained in accordance with

(a) the standards prescribed by or incorporated by reference into regulations under the *Fire Prevention Act*,

(b) the standards approved by the fire marshal, deputy fire marshal, a fire prevention officer, a special assistant or a local assistant in accordance with the *Fire Prevention Act*, and

(c) any criteria and standards prescribed by the Minister or by this Regulation.

2016, c.37, s.68; 2019, c.2, s.56

17 First aid supplies satisfactory to the Minister shall be available in every residence or residential centre.

2016, c.37, s.68; 2019, c.2, s.56

18 Every residence or residential centre shall be equipped with a fire alarm system and smoke alarms prescribed by the *Fire Prevention Act* or required by the fire marshal, deputy fire marshal, a fire prevention officer, a special assistant or a local assistant in accordance with that Act.

19(1) Subject to subsection (2), the staff ratio of one primary staff member per ten residents shall be maintained at all times.

sent règlement et les normes et critères qu'il a prescrits sont respectés.

2016, ch. 37, art. 68; 2019, ch. 2, art. 56

15 Les normes d'hygiène, d'éclairage et d'aération et autres normes générales de santé observées dans une résidence ou un établissement de type résidentiel doivent toujours répondre

a) aux normes que le ministre de la Santé établit en vertu de la *Loi sur la santé publique*, et

b) aux normes et critères prescrits par le ministre ou par le présent règlement.

2000, ch. 26, art. 116; 2006, ch. 16, art. 67; 2016, ch. 37, art. 68; 2017, ch. 42, art. 83; 2019, ch. 2, art. 56

16 Les normes de construction et de sécurité en matière d'incendie, observées dans une résidence ou un établissement de type résidentiel, doivent toujours répondre

a) aux normes prescrites ou incorporées par voie de renvoi dans les règlements établis en vertu de la *Loi sur la prévention des incendies*,

b) aux normes approuvées par le prévôt des incendies, son adjoint, un agent de la prévention des incendies, un assistant extraordinaire ou un assistant local conformément à la *Loi sur la prévention des incendies*, et

c) aux normes et critères prescrits par le ministre ou le présent règlement.

2016, ch. 37, art. 68; 2019, ch. 2, art. 56

17 Du matériel de premiers soins jugé satisfaisant par le ministre doit être disponible dans chaque résidence ou établissement de type résidentiel.

2016, ch. 37, art. 68; 2019, ch. 2, art. 56

18 Chaque résidence ou établissement de type résidentiel doit être pourvu d'un réseau d'avertisseurs d'incendie et de détecteurs de fumée tels que prescrits par la *Loi sur la prévention des incendies* ou tels que requis par le prévôt des incendies, son adjoint, un agent de la prévention des incendies, un assistant extraordinaire ou un assistant local, conformément à cette Loi.

19(1) Sous réserve du paragraphe (2), le taux d'encadrement, soit un membre du personnel d'encadrement par dix pensionnaires, doit être toujours respecté.

19(2) Notwithstanding subsection (1), the Minister may alter the primary staff member ratio where the Minister considers it appropriate.

19(3) Subject to subsection (4), in the calculation of the minimum primary staff member ratio, only a primary staff member shall be included.

19(4) Two volunteers may constitute one primary staff member where

(a) each volunteer provides more than ten hours of service per week to a residence or a residential centre; and

(b) each volunteer provides seventy-five per cent or more of their time of work at a residence or a residential centre providing direct care to the residents.

2016, c.37, s.68; 2019, c.2, s.56; 2022-14

19.1(1) For the purposes of subsections 3.1(1) and (2) of the Act, a check with the Department under paragraphs 3.1(1)(a) to (d) of the Act and a criminal record check or vulnerable sector check under paragraph 3.1(1)(e) of the Act, in relation to a person, shall be conducted only with the consent of the person.

19.1(2) A check with the Department and a criminal record check or vulnerable sector check shall be conducted on each person referred to in subsection 3.1(1) or (2) of the Act

(a) when an application for an approval is made or before a person becomes a staff member,

(b) five years after the issuance of an approval and every five years after that,

(c) five years after a person becomes a staff member and every five years after that, and

(d) when the Minister receives information that may affect the suitability of a person to

(i) provide care services in a community placement residential facility, or

19(2) Nonobstant le paragraphe (1), le ministre peut, lorsqu'il le juge approprié, modifier le taux d'encadrement.

19(3) Sous réserve du paragraphe (4), seuls les membres du personnel d'encadrement doivent être inclus dans le calcul du taux d'encadrement minimal.

19(4) Deux bénévoles équivalent à un membre du personnel d'encadrement lorsque chaque bénévole

a) effectue plus de dix heures de service par semaine dans une résidence ou un établissement de type résidentiel; et

b) consacre soixante-quinze pour cent ou plus de son temps de travail à dispenser des soins directs aux pensionnaires dans une résidence ou un établissement de type résidentiel.

2016, ch. 37, art. 68; 2019, ch. 2, art. 56; 2022-14

19.1(1) Aux fins d'application des paragraphes 3.1(1) et (2) de la Loi, il est interdit de procéder sans le consentement de la personne visée à une vérification auprès du ministère en vertu des alinéas 3.1(1)a) à d) de la Loi et à une vérification de son casier judiciaire ou de ses antécédents en vue d'un travail auprès des personnes vulnérables en vertu de l'alinéa 3.1(1)e) de la Loi.

19.1(2) La vérification auprès du ministère et la vérification du casier judiciaire ou des antécédents en vue d'un travail auprès des personnes vulnérables sont effectuées à l'égard de chaque personne visée au paragraphe 3.1(1) ou (2) de la Loi :

a) lorsque la demande d'agrément est présentée ou avant que la personne ne devienne membre du personnel;

b) cinq ans après la délivrance de l'agrément et tous les cinq ans par la suite;

c) cinq ans après que la personne soit devenue membre du personnel et tous les cinq ans par la suite;

d) lorsque le ministre reçoit des renseignements pouvant avoir des conséquences sur l'aptitude :

(i) à assurer des services de soins dans une installation de placement communautaire de type résidentiel,

(ii) have contact with a resident.

19.1(3) The offences set out in Schedules A and B are prescribed for the purposes of paragraph 3.1(1)(e) of the Act.

19.1(4) An operator shall ensure that reports of the most recent checks are kept at each individual community placement residential facility.

19.1(5) An operator may employ or engage in any other manner as a staff member a person who has been convicted of a violation of subsection 320.14(1) or (4) of the *Criminal Code* (Canada), but that person shall not transport a resident in a motor vehicle while acting in the course of the person's employment for five years after the date of the person's conviction.

99-50; 2000, c.26, s.116; 2008, c.6, s.19; 2010-16; 2016, c.37, s.68; 2019, c.2, s.56; 2020-23; 2022-14

19.2 Prior to employment in a community placement residential facility, every person shall

(a) give a complete medical history and receive a physical examination,

(b) submit to any examination that is required to determine whether the person is a carrier of or sick from a notifiable disease, and

(c) submit the results of the examinations referred to in paragraphs (a) and (b) to the operator.

2021-66; 2022-14

20(1) Repealed: 99-50

20(2) All staff members shall be sixteen years of age or over.

20(3) All staff members shall

(a) be in good health,

(b) be free from and not be a carrier of any notifiable disease,

(c) take any medical examination or test a medical officer of health may require, and

(ii) à avoir des contacts avec un pensionnaire.

19.1(3) Aux fins d'application de l'alinéa 3.1(1)e) de la Loi, les infractions prévues figurent aux annexes A et B.

19.1(4) Le responsable s'assure qu'est conservée à chaque installation de placement communautaire de type résidentiel copie des rapports de vérification les plus récents.

19.1(5) Le responsable peut employer ou engager de toute autre manière comme membre du personnel une personne déclarée coupable d'avoir enfreint le paragraphe 320.14(1) ou (4) du *Code criminel* (Canada), toutefois cette dernière ne pourra pas, pendant cinq ans à compter de la date de sa déclaration de culpabilité, transporter un pensionnaire dans un véhicule à moteur dans le cadre de son emploi.

99-50; 2000, ch. 26, art. 116; 2008, ch. 6, art. 19; 2010-16; 2016, ch. 37, art. 68; 2019, ch. 2, art. 56; 2020-23; 2022-14

19.2 Avant d'entrer en fonction dans une installation de placement communautaire de type résidentiel, toute personne est tenue :

a) de fournir ses antécédents médicaux complets et de subir un examen physique;

b) de se soumettre à tout examen requis pour déterminer si elle est porteuse ou atteinte d'une maladie à déclaration obligatoire;

c) de soumettre les résultats des examens mentionnés aux alinéas a) et b) au responsable.

2021-66; 2022-14

20(1) Abrogé : 99-50

20(2) Tous les membres du personnel doivent être âgés de 16 ans ou plus.

20(3) Tout membre du personnel doit :

a) être en bonne santé;

b) ne souffrir d'aucune maladie à déclaration obligatoire ni en être porteur;

c) subir tout examen ou test médical que le médecin-hygiéniste peut exiger;

(c.1) comply with the preventative procedures with respect to health and safety that may be required by the Minister.

(d) Repealed: 99-50

20(3.1) No staff member shall work in a community placement residential facility while a carrier of, or sick from, a notifiable disease except under the conditions determined by a medical officer of health.

20(3.2) No staff member shall refuse without valid reason to submit to the preventative procedures with respect to health and safety that may be required by the Minister.

20(4) All primary staff members shall

(a) have the personality, ability and temperament to provide services in a community placement residential facility in a manner that will maintain the spirit, dignity and individuality of the residents;

(b) participate in training programs or workshops that are determined by the Minister to be advantageous;

(c) provide an atmosphere that is non-restrictive and homelike;

(d) be aware of local community services and encourage residents to engage in meaningful social, physical and leisure time activities according to the residents' interests and abilities; and

(e) maintain a working relationship with the professionals who are providing consultation and assistance for a resident and with the family of the resident.

(f) Repealed: 99-50

20(5) An operator who is not a primary staff member shall

(a) operate a residence or residential centre in a manner that will maintain the spirit, dignity and individuality of the residents;

c.1) se conformer aux mesures préventives en matière de santé et de sécurité que peut exiger le ministre.

d) Abrogé : 99-50

20(3.1) Aucun membre du personnel, lorsqu'il est porteur ou atteint d'une maladie à déclaration obligatoire, ne peut travailler dans une installation de placement communautaire de type résidentiel à moins de respecter les conditions déterminées par le médecin-hygiéniste.

20(3.2) Aucun membre du personnel ne peut refuser, sans raison valable, de se soumettre aux mesures préventives en matière de santé et de sécurité que peut exiger le ministre.

20(4) Tout membre du personnel d'encadrement doit

a) posséder la personnalité, le talent et caractère voulus pour dispenser des services dans une installation de placement communautaire de type résidentiel de façon à assurer l'état d'esprit, la dignité et l'individualité des pensionnaires;

b) participer aux programmes ou ateliers de formation que le ministre juge avantageux;

c) créer un climat qui est familial et ouvert;

d) connaître les services communautaires locaux et intéresser les pensionnaires à suivre des activités sociales, physiques et récréatives utiles, selon leurs goûts et aptitudes; et

e) maintenir une relation de travail avec les spécialistes chargés de conseiller et d'aider le pensionnaire et avec sa famille.

f) Abrogé : 99-50

20(5) Le responsable qui n'est pas membre du personnel d'encadrement doit

a) assurer le fonctionnement de la résidence ou de l'établissement de type résidentiel de façon à assurer l'état d'esprit, la dignité et l'individualité des pensionnaires;

(b) participate in training programs or workshops that are determined by the Minister to be advantageous;

(c) provide an atmosphere that is non-restrictive and homelike;

(d) be aware of local community services and encourage residents to engage in meaningful social, physical and leisure time activities according to the residents' interests and abilities;

(e) maintain a working relationship with the professionals who are providing consultation and assistance for a resident and with the family of the resident; and

(f) meet any other criteria and standards prescribed by the Minister.

99-50; 2016, c.37, s.68; 2017, c.42, s.83; 2019, c.2, s.56; 2021-66

21(1) Any staff member under nineteen years of age shall be supervised by an adult primary staff member at all times while providing services directly to a resident.

21(2) While services are being provided by staff members who are under nineteen years of age, an adult primary staff member shall supervise no more than two staff members.

22(1) Admission of a resident to a community placement residential facility by an operator shall comply with the provisions of this section.

22(2) A person applying for admission as a resident to a community placement residential facility shall undergo an examination by a qualified physician and provide the operator with a certificate of the qualified physician as evidence of that examination.

22(3) A person applying for admission as a resident to a community placement residential facility shall

(a) provide the operator with evidence of an examination by an agency showing that the person meets any admission criteria and standards prescribed by the Minister; or

b) participer aux programmes ou ateliers de formation que le ministre juge avantageux;

c) créer un climat qui est familial et ouvert;

d) connaître les services communautaires locaux et intéresser les pensionnaires à suivre des activités sociales, physiques et récréatives utiles, selon leurs goûts et aptitudes;

e) maintenir une relation de travail avec les spécialistes chargés de conseiller et d'aider le pensionnaire et avec sa famille; et

f) satisfaire aux autres normes et critères prescrits par le ministre.

99-50; 2016, ch. 37, art. 68; 2017, ch. 42, art. 83; 2019, ch. 2, art. 56; 2021-66

21(1) Les membres du personnel âgés de moins de dix-neuf ans doivent toujours être dirigés par un membre adulte du personnel d'encadrement lorsqu'ils dispensent directement des services à un pensionnaire.

21(2) Un membre adulte du personnel d'encadrement ne peut diriger plus de deux membres du personnel âgés de moins de dix-neuf ans lorsqu'ils dispensent des services.

22(1) L'admission, par le responsable, d'un pensionnaire à une installation de placement communautaire de type résidentiel se fait conformément aux dispositions du présent article.

22(2) Une personne qui demande son admission à titre de pensionnaire dans une installation de placement communautaire de type résidentiel doit être examinée par un médecin compétent et remettre au responsable un certificat du médecin comme preuve de cet examen.

22(3) Une personne qui demande son admission à titre de pensionnaire dans une installation de placement communautaire de type résidentiel doit

a) remettre au responsable une preuve qu'elle a été examinée par un organisme, indiquant qu'elle satisfait aux normes et critères prescrits par le ministre; ou

(b) provide the operator with a written social assessment by the Minister indicating that the person

(i) has demonstrated significant social needs as a consequence of being limited mentally or physically in the ability to care properly for themselves independently, and that these needs cannot be adequately met by such person or by other community social services or personal services, or

(ii) has been determined by the Minister under Part III of the Act to be a neglected or abused adult.

2016, c.37, s.68; 2019, c.2, s.56; 2022-14

23(1) Where an operator of a community placement residential facility intends to admit a person to the facility, the operator shall advise the Minister of the person's proposed admission to the facility and provide the Minister with

(a) a copy of the medical certificate of the person provided in accordance with subsection 22(2), and

(b) where applicable, a copy of the evidence of examination of the person by an agency provided in accordance with paragraph 22(3)(a)

at least ten working days before the proposed date of admission.

23(2) Where a person is admitted to a community placement residential facility, the operator shall advise the Minister forthwith of the person's admission.

90-117; 2016, c.37, s.68; 2019, c.2, s.56

24 The Minister may request an agency to prepare a nursing care assessment where, in the opinion of the Minister, a resident or any person applying for admission as a resident to a community placement residential facility has an apparent health problem.

2016, c.37, s.68; 2019, c.2, s.56

25(1) An operator of a community placement residential facility may discharge a resident in any of the following circumstances:

(a) the resident is a safety threat to themselves or other residents or staff members and the community

b) remettre au responsable une évaluation sociale écrite de la part du ministre indiquant que la personne

(i) a révélée des besoins sociaux marqués, en raison d'incapacité mentale ou physique, dans son aptitude à se suffire à elle-même de façon autonome, que ni cette personne, les autres services sociaux communautaires ou les services personnels communautaires ne peuvent combler de façon satisfaisante, ou

(ii) est qualifiée par le ministre en vertu de la Partie III de la Loi comme adulte victime de négligence ou de mauvais traitements.

2016, ch. 37, art. 68; 2019, ch. 2, art. 56; 2022-14

23(1) Le responsable d'une installation de placement de type communautaire qui se propose d'y admettre une personne doit en aviser le ministre au moins dix jours ouvrables avant la date proposée de cette admission et lui remettre

a) copie du certificat médical remis par la personne en application du paragraphe 22(2), et

b) le cas échéant, copie de la preuve que la personne a été examinée par un organisme, remise en application de l'alinéa 22(3)a).

23(2) Le responsable d'une installation de placement de type communautaire doit aviser immédiatement le ministre de chaque admission qui y a lieu.

90-117; 2016, ch. 37, art. 68; 2019, ch. 2, art. 56

24 Le ministre peut demander à un organisme de préparer un rapport d'évaluation de soins infirmiers lorsqu'il est d'avis qu'un pensionnaire ou une personne qui demande son admission comme pensionnaire dans une installation de placement communautaire de type résidentiel manifeste un problème de santé.

2016, ch. 37, art. 68; 2019, ch. 2, art. 56

25(1) Le responsable d'une installation de placement communautaire de type résidentiel peut donner congé à un pensionnaire dans les circonstances suivantes :

a) le pensionnaire constitue une menace pour sa propre sécurité ou celle des autres pensionnaires ou des membres du personnel, et l'installation de place-

placement residential facility is not able to provide the necessary level of care;

(b) the community placement residential facility is no longer able to meet one or more of the needs of the resident;

(c) the operator and the resident, and the next of kin or legal representative of the resident, if any, cannot reach an agreement with respect to the resident's care despite taking all reasonable measures to do so; or

(d) the resident has not made full payment for accommodation and services provided in the community placement residential facility and the operator and the resident cannot reach an agreement with respect to payments despite taking all reasonable measures to do so.

25(2) No operator of a community placement residential facility shall discharge a resident unless the operator gives notice at least 30 days before the date of discharge to the following persons:

(a) the resident;

(b) the next of kin or legal representative of the resident, if any; and

(c) the Minister.

25(3) Despite subsection (2), if the operator believes on reasonable grounds that the immediate discharge of the resident is necessary for the safety of the resident or of other residents or staff members, the operator may give notice immediately before the resident is discharged.

2016, c.37, s.68; 2019, c.2, s.56; 2022-14

25.1 Sections 22, 23, 24 and 25 do not apply to a transition house.

91-137

25.2(1) Notwithstanding section 22, subsection 23(1) and section 25, a person may be admitted as a resident to a community placement residential facility and an operator may admit and discharge a person as a resident without the person complying with the requirements of section 22 or the operator complying with the requirements of subsection 23(1) or section 25 if the person is admit-

ment communautaire de type résidentiel ne peut lui prodiguer le niveau de soins nécessaire;

b) l'installation de placement communautaire de type résidentiel n'est plus en mesure de répondre à un ou plusieurs de ses besoins;

c) le responsable et lui ainsi que son plus proche parent ou son représentant personnel, le cas échéant, ne peuvent parvenir à un accord concernant les soins devant lui être prodigués malgré toutes les mesures raisonnables prises pour y arriver;

d) il n'a pas payé intégralement le logement et les services fournis par l'installation de placement communautaire de type résidentiel, et lui et le responsable ne peuvent parvenir à un accord à cet égard malgré toutes les mesures raisonnables prises pour y arriver.

25(2) Nul responsable d'une installation de placement communautaire de type résidentiel ne peut donner congé à un pensionnaire sans avoir donné un préavis d'au moins trente jours aux personnes qui suivent :

a) le pensionnaire;

b) son plus proche parent ou son représentant personnel, le cas échéant;

c) le ministre.

25(3) Par dérogation au paragraphe (2), le responsable qui a des motifs raisonnables de croire qu'il est nécessaire de donner un congé immédiat au pensionnaire afin de protéger la sécurité de ce dernier ou celle des autres pensionnaires ou des membres du personnel peut en donner avis immédiatement avant de lui donner son congé.

2016, ch. 37, art. 68; 2019, ch. 2, art. 56; 2022-14

25.1 Les articles 22, 23, 24 et 25 ne s'appliquent pas aux maisons de transition.

91-137

25.2(1) Nonobstant l'article 22, le paragraphe 23(1) et l'article 25, une personne peut être admise à titre de pensionnaire dans une installation de placement communautaire de type résidentiel et un responsable peut admettre une personne ou lui donner son congé à titre de pensionnaire sans qu'elle ne se conforme aux conditions requises de l'article 22 ou sans que le responsable ne se conforme aux conditions requises du paragraphe 23(1)

ted on the written recommendation of the Minister stating that

- (a) it is an emergency placement and that there does not appear to be a viable alternative to the placement, and
- (b) the person being admitted is not a danger to themselves or others.

25.2(2) A person admitted under subsection (1) shall not reside in the community placement residential facility for more than seven days after the date of admission and an operator shall not permit a person admitted under subsection (1) to reside in the facility for more than seven days after the date of admission.

25.2(3) An operator shall notify the Minister of the discharge of a person admitted under subsection (1) at least one day before the person's proposed date of discharge.

93-98; 96-56; 2016, c.37, s.68; 2019, c.2, s.56; 2022-14

26 The Board of Directors of a residential centre or non-profit residence shall, subject to any criteria and standards prescribed by the Act and the Minister, determine policies respecting

- (a) the overall supervision and administration of the residence or residential centre;
- (b) the hiring of personnel;
- (c) the preparation of budget reports;
- (d) the establishment of program orientation;
- (e) fund raising; and
- (f) liaison with other community services.

2016, c.37, s.68; 2019, c.2, s.56

27 The Minister may make standards and criteria

- (a) providing for the establishment and maintenance of personal records of residents to be maintained by an operator;

ou de l'article 25 si la personne est admise sur la recommandation écrite du ministre indiquant

- a) qu'il s'agit d'un placement d'urgence et qu'il ne semble pas y avoir d'alternative viable au placement, et
- b) que la personne admise ne constitue pas un danger pour elle-même ou autrui.

25.2(2) La personne admise en vertu du paragraphe (1) ne peut résider dans l'installation de placement communautaire de type résidentiel pendant plus de sept jours après la date d'admission et le responsable ne peut permettre à une personne admise en vertu du paragraphe (1) de résider dans l'installation pendant plus de sept jours après la date d'admission.

25.2(3) Le responsable doit aviser le ministre du congé d'une personne admise en vertu du paragraphe (1) au moins un jour avant la date projetée du congé de la personne.

93-98; 96-56; 2016, ch. 37, art. 68; 2019, ch. 2, art. 56; 2022-14

26 Le conseil d'administration d'un établissement de type résidentiel ou d'une résidence sans but lucratif doit, sous réserve des normes et critères prescrits par la Loi ou par le ministre, fixer des lignes de conduite relatives

- a) à la direction et l'administration générales de la résidence ou de l'établissement de type résidentiel;
- b) à l'embauche du personnel;
- c) à la préparation de rapports budgétaires;
- d) à l'adoption de l'orientation des programmes;
- e) à la collecte de fonds; et
- f) à l'établissement de rapports avec d'autres services communautaires.

2016, ch. 37, art. 68; 2019, ch. 2, art. 56

27 Le ministre peut établir des normes et critères

- a) prévoyant la mise en place et la tenue, par un responsable, de dossiers personnels des pensionnaires;

(b) providing for the audit of financial records of a community placement residential facility;

(c) prescribing the liabilities to be covered under an insurance policy to be maintained by an operator;

(d) providing for the confidentiality of information pertaining to residents and the manner of maintaining confidentiality;

(e) providing for grievance procedures for residents;

(f) providing the establishment and maintenance of budget records to be maintained by an operator;

(g) prescribing documents to be filed with the Minister;

(h) providing for program and administrative documentation to be established and maintained by an operator; and

(i) prescribing personnel practices and procedures to be established and maintained by an operator.

90-117; 2016, c.37, s.68; 2019, c.2, s.56

28 *Regulation 78-154 under the Special Care Homes Act is repealed.*

b) prévoyant la vérification comptable des registres financiers d'une installation de placement communautaire de type résidentiel;

c) prescrivant la couverture de responsabilité stipulée dans une police d'assurance, qu'un responsable doit toujours garder en vigueur;

d) prévoyant la confidentialité des renseignements recueillis sur les pensionnaires, et la façon de la respecter;

e) prévoyant les procédures de griefs à la disposition des pensionnaires;

f) prévoyant la mise en place et la tenue, par un responsable, de registres budgétaires;

g) prescrivant les documents à déposer auprès du ministre;

h) prévoyant tout document portant sur les programmes et la gestion qu'un responsable doit mettre en place et tenir; et

i) prescrivant les procédures et les pratiques qu'un responsable doit mettre en place et suivre à l'égard du personnel.

90-117; 2016, ch. 37, art. 68; 2019, ch. 2, art. 56

28 *Est abrogé le Règlement 78-154 établi en vertu de la Loi sur les foyers de soins spéciaux.*

SCHEDULE A**CRIMINAL CODE (CANADA)**

Section	General Description of Offence	Article
43	Correction of child by force	43
151	Sexual interference	151
152	Invitation to sexual touching	152
153	Sexual exploitation	153
153.1	Sexual exploitation of person with disability	153.1
155	Incest	155
160	Bestiality	160
161	Order of prohibition	161
162	Voyeurism	162
162.1	Publication, etc., of an intimate image without consent	162.1
163	Corrupting morals	163
163.1	Child pornography	163.1
167	Immoral theatrical performance	167
168	Mailing obscene matter	168
170	Parent or guardian procuring sexual activity	170
171	Householder permitting prohibited sexual activity	171
171.1	Making sexually explicit material available to child	171.1
172	Corrupting children	172
172.1	Luring a child	172.1
172.2	Agreement or arrangement – sexual offence against child	172.2
173	Indecent acts	173
175	Causing disturbance, indecent exhibition, loitering	175
215	Duty of persons to provide necessaries	215
218	Abandoning child	218
219	Criminal negligence	219
220	Causing death by criminal negligence	220
221	Causing bodily harm by criminal negligence	221
229 - 240	Murder, manslaughter and infanticide	229 à 240
241	Counselling or aiding suicide	241
242	Neglect to obtain assistance in child-birth	242
243	Concealing body of child	243
244	Discharging firearm with intent	244
244.1	Causing bodily harm with intent – air gun or pistol	244.1
245	Administering noxious thing	245
246	Overcoming resistance to commission of offence	246
264	Criminal harassment	264

ANNEXE A**CODE CRIMINEL (CANADA)**

Description générale de l'infraction
Discipline des enfants
Contacts sexuels
Incitation à des contacts sexuels
Exploitation sexuelle
Personnes en situation d'autorité
Inceste
Bestialité
Ordonnance d'interdiction
Voyeurisme
Publication, etc. non consensuelle d'une image intime
Matériel obscène
Pornographie juvénile
Représentation théâtrale immorale
Mise à la poste de choses obscènes
Père, mère ou tuteur qui sert d'entremetteur
Maître de maison qui permet des actes sexuels interdits
Rendre accessible à un enfant du matériel sexuellement explicite
Corruption d'enfants
Leurre
Entente ou arrangement – infraction d'ordre sexuel à l'égard d'un enfant
Actions indécentes
Troubler la paix, etc.
Devoir de fournir les choses nécessaires à l'existence
Abandon d'un enfant
Négligence criminelle
Le fait de causer la mort par négligence criminelle
Causer des lésions corporelles par négligence criminelle
Meurtre, homicide involontaire coupable et infanticide
Fait de conseiller le suicide ou d'y aider
Négligence à se procurer de l'aide lors de la naissance d'un enfant
Suppression de part
Décharger une arme à feu avec une intention particulière
Fait de causer intentionnellement des lésions corporelles – fusil ou pistolet à vent
Fait d'administrer une substance délétère
Fait de vaincre la résistance à la perpétration d'une infraction
Harcèlement criminel

264.1	Uttering threats	264.1	Proférer des menaces
265, 266	Assault	265 et 266	Voies de fait
267	Assault with a weapon or causing bodily harm	267	Agression armée ou infliction de lésions corporelles
268	Aggravated assault	268	Voies de fait graves
269	Unlawfully causing bodily harm	269	Lésions corporelles
269.1	Torture	269.1	Torture
270	Assaulting a peace officer	270	Voies de fait contre un agent de la paix
271	Sexual assault	271	Agression sexuelle
272	Sexual assault with a weapon, threats to a third party or causing bodily harm	272	Agression sexuelle armée, menaces à une tierce personne ou infliction de lésions corporelles
273	Aggravated sexual assault	273	Agression sexuelle grave
273.3	Removal of child from Canada	273.3	Passage d'enfants à l'étranger
279 - 283	Kidnapping, trafficking in persons, hostage taking, abduction	279 à 283	Enlèvement, traite des personnes, prise d'otage et rapt
286.1	Obtaining sexual services for consideration	286.1	Obtention de services sexuels moyennant rétribution
286.2	Material benefit from sexual services	286.2	Avantage matériel provenant de la prestation de services sexuels
318	Advocating genocide	318	Encouragement au génocide
319	Public incitement of hatred	319	Incitation publique à la haine
322	Theft	322	Vol
330	Theft by person required to account	330	Vol par une personne tenue de rendre compte
331	Theft by person holding power of attorney	331	Vol par une personne détenant une procuration
336	Criminal breach of trust	336	Abus de confiance criminel
343 - 346	Robbery and extortion	343 à 346	Vol qualifié et extorsion
348	Breaking and entering with intent, committing offence or breaking out	348	Introduction par effraction dans un dessein criminel
356	Theft from mail	356	Vol de courrier
363	Obtaining execution of valuable security by fraud	363	Obtention par fraude de la signature d'une valeur
368	Use, trafficking or possession of forged document	368	Emploi, possession ou trafic d'un document contrefait
372	False information	372	Faux renseignements
374	Drawing document without authority, etc.	374	Rédaction non autorisée d'un document
380	Fraud	380	Fraude
423	Intimidation	423	Intimidation
430	Mischief	430	Méfait
431	Attack on premises, residence or transport of internationally protected person	431	Attaque contre les locaux officiels, le logement privé ou les moyens de transport d'une personne jouissant d'une protection internationale
433 - 436.1	Arson and other fires	433 à 436.1	Crime d'incendie et autres incendies
445 - 445.01	Animals	445 à 445.01	Animaux
445.1 - 447	Cruelty to animals	445.1 à 447	Cruauté envers les animaux
2010-16; 2020-23		2010-16; 2020-23	

SCHEDULE B**CONTROLLED DRUGS AND SUBSTANCES ACT
(CANADA)**

Section	General Description of Offence
5	Trafficking in substance
6	Importing and exporting
7	Production of substance

2020-23

N.B. This Regulation is consolidated to March 18, 2022.

ANNEXE B**LOI RÉGLEMENTANT CERTAINES DROGUES
ET AUTRES SUBSTANCES (CANADA)**

Article	Description générale de l'infraction
5	Trafic de substances
6	Importation et exportation
7	Production de substance

2020-23

N.B. Le présent règlement est refondu au 18 mars 2022.

QUEEN'S PRINTER FOR NEW BRUNSWICK © IMPRIMEUR DE LA REINE POUR LE NOUVEAU-BRUNSWICK

All rights reserved/Tous droits réservés